

Quinze organisations humanitaires alertent sur la crise humanitaire dans le Nord-Est de la Syrie

Des centaines de milliers de civils à risque : la violence augmente pendant que l'aide humanitaire est suspendue.

Les 15 organisations signataires alertent : les civils au Nord Est de la Syrie sont à haut risque et l'aide humanitaire pourraient être stoppée suite à l'intervention militaire de la Turquie dans le Nord-Est de la Syrie.

Selon les responsables humanitaires présents sur le terrain, l'exode des civils a commencé et certains services vitaux comme les soins médicaux ne sont plus assurés. Plusieurs organisations rapportent que certains membres de leurs équipes ont déjà fui la zone avec leur famille, tandis que d'autres restent confinés sur place.

D'après les estimations, environ 450 000 personnes vivent sur une bande de 5 km longeant la frontière turco-syrienne et seront directement exposées si les parties au conflit ne font pas preuve de la plus grande retenue et n'accordent pas la priorité à la protection des civils. Cette population comprend plus de 90 000 déplacés internes, déjà forcés de fuir leurs habitations une première fois en raison du conflit qui déchire leur pays.

D'après le Bureau des Affaires humanitaires des Nations unies, au moins 1,6 million de personnes auraient besoin d'une assistance humanitaire dans le Nord-Est de la Syrie. Les actions humanitaires en cours, qui sont vitales pour les populations, risquent d'être interrompues si l'instabilité oblige les organisations humanitaires à suspendre ou à relocaliser leur action et leurs équipes, comme c'est déjà en partie le cas. La ville d'Idleb est déjà en proie à une crise majeure et dans tout le pays, les besoins sont immenses. Conséquence : la réponse humanitaire en Syrie est arrivée à son point de rupture.

Quinze organisations humanitaires pressent les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et éviter l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils et assurer un accès humanitaire sécurisé et sans encombre. Les habitants de la région touchés par cette intervention militaire doivent pouvoir rester libres de leurs mouvements et ne doivent en aucun cas être déplacés de force.

De même, il est inacceptable que les réfugiés syriens ayant cherché protection sur le territoire turc soient les otages de ce nouveau conflit et soient renvoyés en Syrie par la force. Les personnes rapatriées pourraient voir leur sûreté et leur sécurité menacées, être contraintes de fuir de nouveau à travers le pays, et de dépendre d'une aide humanitaire que la communauté internationale ne serait pas en mesure d'apporter. Parmi les trois millions de Syriens vivant en Turquie, environ 83% ne sont pas originaires du Nord-Est du pays.

La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la résolution de cette crise. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui doit débattre de la question ce jeudi (le 10 octobre), doit insister sur le besoin de retenue et réaffirmer l'importance de protéger les civils, de faciliter les interventions humanitaires basées sur les principes humanitaires.

La situation sécuritaire dans la région est déjà fragilisée avec la présence de dizaines de milliers de combattants et de leurs familles détenus dans des camps et des centres de détention. Tous les enfants doivent être protégés et bénéficier d'une assistance humanitaire, et leurs pays d'origine doivent prendre des mesures immédiates pour rapatrier les quelque 9 000 enfants d'au moins 40 nationalités différentes qui se trouvent au nord-est du pays.

Une action urgente est nécessaire pour faire en sorte que la situation humanitaire dans le nord-est de la Syrie ne s'aggrave pas davantage, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour les familles et les enfants qui se retrouvent une fois de plus pris dans une violence meurtrière.

Note aux éditeurs : les organisations ayant signé cette déclaration sont :

Action Against Hunger
Christian Aid
CARE International
DanChurchAid
Diakonie Katastrophenhilfe
Humanity & Inclusion
International Rescue Committee
Medecins du Monde
Mercy Corps
Norwegian Refugee Council
Oxfam
People in Need
Terre Des Hommes Italy
Un Ponte Per
World Vision



Pour plus d'informations, merci de contacter Karl Schembri karl.schembri@nrc.no / +962 7902 20159
ou Caroline Anning caroline_anning@wvi.org / +962 778482439